

Grand débat national

L'Ain s'est exprimé !

Depuis 3 ans, le Conseil départemental de l'Ain organise des démarches d'écoute régulières auprès des Aindinois (identification du nom des habitants, enquêtes d'opinions auprès des élus de l'Ain, des acteurs du monde économique...). A la veille de la clôture du Grand débat national, Jean DEGUERRY, Président du Département de l'Ain, a souhaité qu'une enquête d'opinions* soit réalisée afin de connaître leurs attentes.

« Il est très important pour moi de me mettre dans cette posture d'écoute, de compréhension et de proximité. Bien avant le mouvement des gilets jaunes, j'avais compris ce besoin d'un lien régulier entre les habitants et le Conseil départemental. Bien avant, nous avons fait évoluer toute notre communication vers une plus grande proximité, vers une prise en compte de la réalité du quotidien de nos concitoyens. Avec cette enquête, je viens nourrir cet axe fort de mon engagement personnel, politique et collectif.

Le mouvement des gilets jaunes n'est pas fini. Les attentes sont considérables, même si une bonne part de l'opinion s'est désolidarisée du mouvement tel qu'il est devenu aujourd'hui mais tout en conservant les aspirations initiales.

Le 21 février dernier, j'ai été reçu par le Président de la République avec mes homologues et je souhaite lui adresser cette enquête parce que l'Ain est une petite France et ces résultats sont représentatifs d'une France des territoires, qui n'est pas forcément celle de Paris et des métropoles.

C'est une enquête à double lecture : une lecture des enjeux nationaux et une lecture de plusieurs enjeux départementaux.

Deux priorités nationales s'invitent dans les résultats de cette enquête : la politique fiscale avec une réforme globale souhaitée par 25% des sondés et les enjeux sociaux voire sociétaux avec l'augmentation du pouvoir d'achat (65%) ou, peut-être plus surprenant l'amélioration de la qualité de l'instruction et de l'école en France (51%).

Deux thématiques prioritaires en matière de démocratie représentative ressortent de cette enquête : le vote blanc (24%) et une consultation plus fréquente des Français (20%).

La proximité apparaît comme une priorité dans la gestion quotidienne des dossiers. 43% des sondés souhaitent donner davantage de pouvoir aux collectivités et 34% souhaitent une adaptation de la loi aux besoins spécifiques de chaque territoire.

A l'échelle départementale, les résultats sur les investissements prioritaires classent les routes (48%) devant les collèges (33%) et l'action sociale (19%).

Les enseignements que j'en tire :

- *priorité à la réforme fiscale avec une baisse souhaitée du niveau des taxes et impôts (74%) et un souci de justice fiscale avec la volonté de mieux répartir l'impôt entre tous, dès le 1er euro (33%)*
- *la proximité avec une attente de décentralisation chez nos concitoyens.*
- *l'enjeu de la santé, qui vient conforter le choix de la démographie médicale comme axe de travail majeur ;*
- *l'enjeu pour le Département en matière d'aménagement du territoire, via les routes et les collèges qui prouve l'importance de cet échelon territorial ;*
- *le RSA : l'enquête démontre que les Aindinois sont largement favorables à des heures de bénévolat en contrepartie du RSA*
- *les 80km/h : près de 90% des sondés souhaitent que la mesure soit réétudiée*

Cette étude vient conforter à la fois les aspirations de la collectivité départementale et de toutes les collectivités, comme vous le constaterez, car il faut inverser le rapport entre l'État central et les territoires. Elle vient donc conforter la motion adoptée par le Conseil départemental en février dernier.

L'étude vient conforter plusieurs choix fait par le Département depuis 2015 et le premier étant la non augmentation des impôts, ce qui reste un tour de force en matière de gestion, eu égard aux 54 M€ de dotations en moins.

Elle vient conforter aussi plusieurs réflexions en cours au niveau du Département, sur le RSA ou sur les 80 km/h.

Je vais adresser les résultats de cette enquête au Président de la République, au Premier Ministre, à la ministre des collectivités, à l'Assemblée des Départements de France et à l'Association des Maires des France. L'étude sera évidemment présentée aux conseillers départementaux et viendra nourrir les réflexions de l'exécutif dans les prochaines semaines. »

Jean DEGUERRY
Président du Département de l'Ain

***Enquête, réalisée par « Opinions en Région », du mardi 5 mars au dimanche 10 mars 2019**

CONTACT PRESSE

Conseil départemental de l'Ain - Direction de la communication
Céline Moyne-Bressand Tél. 04 74 22 98 33 celine.moyne-bressand@ain.fr

   www.ain.fr



Le grand
débat national

L'Ain donne de la voix

Mars 2019

OPINIONS EN RÉGION

Méthodologie

Méthodologie

L'enquête « Grand débat national - L'Ain donne de la voix » a été conduite du mardi 5 mars 13 heures au dimanche 10 mars 2019 12 heures.

Le questionnaire, auto-administré via notre plateforme en ligne, a été adressé par courriel à un fichier global de 51 769 habitants de l'Ain (fichier de 48 494 personnes acquis auprès d'une société spécialisée, fichier de 3 275 personnes fourni par le Conseil départemental).

8 relances ont été effectuées par courriel.

Par ailleurs, le Département de l'Ain a communiqué sur l'enquête, via les réseaux sociaux, le jeudi 7 mars.

3 352 Aindinois ont répondu de façon volontaire au questionnaire.

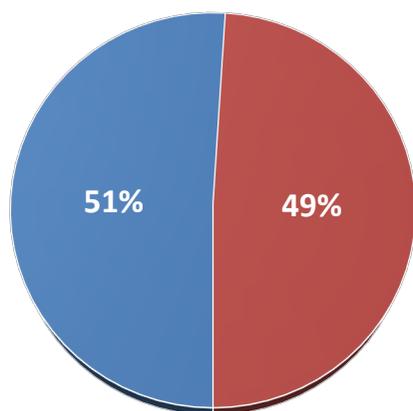
Pour obtenir un échantillon parfaitement représentatif de la population du département de l'Ain, selon les critères du recensement INSEE 2015 (sexe, âge, catégorie socio-professionnelle), nous avons procédé à un redressement des données chiffrées. Par ailleurs, les réponses effectuées par des personnes déclarant ne pas habiter le département de l'Ain n'ont pas été prises en compte.

Des résultats représentatif de l'opinion des Français

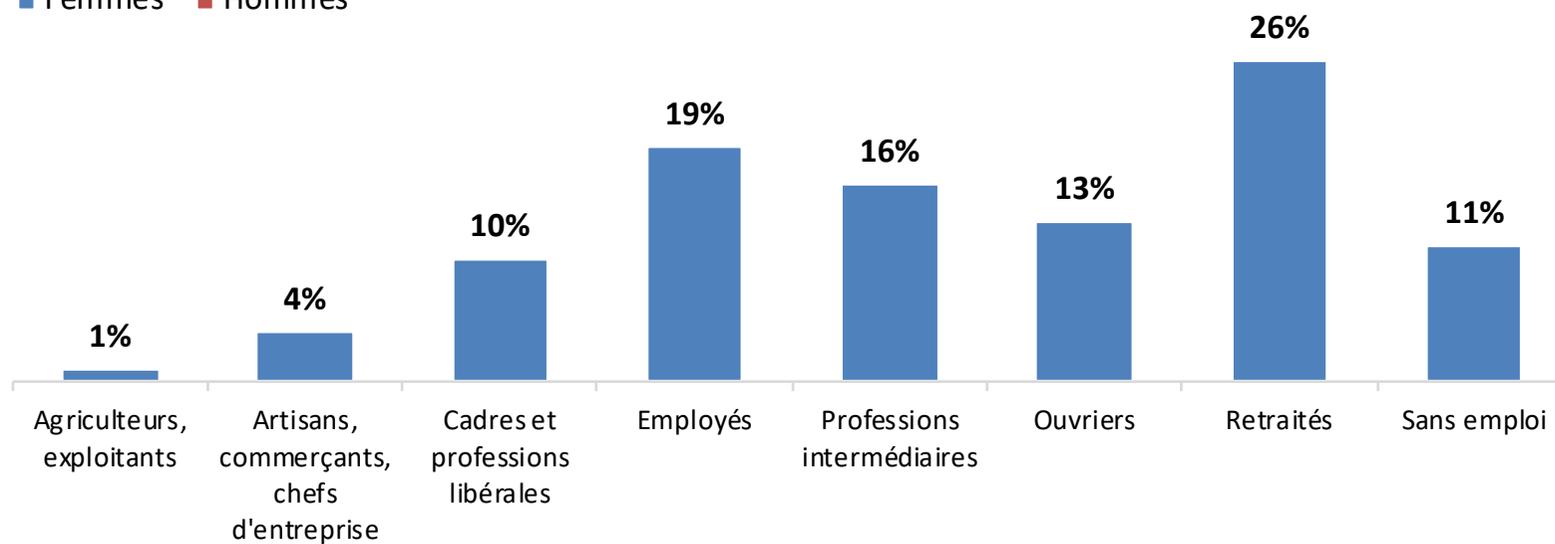
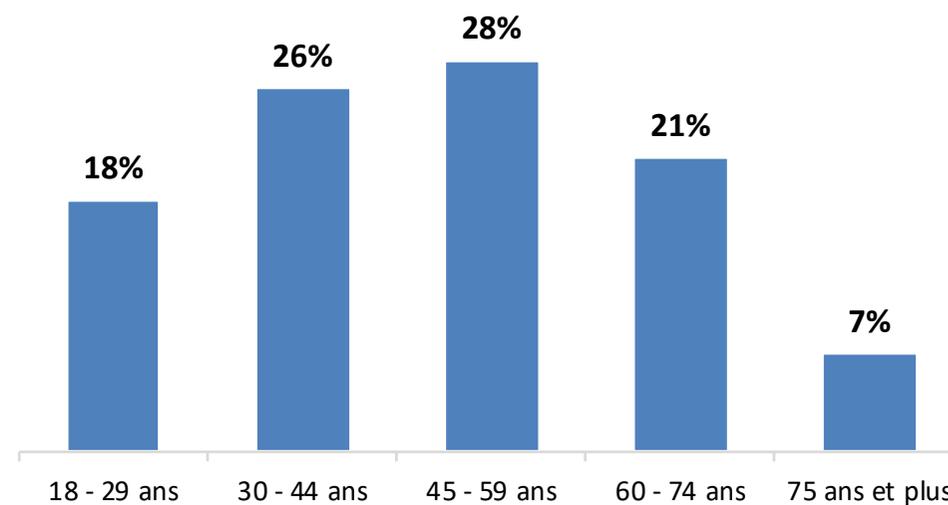
L'échantillon des répondants est statistiquement représentatif des Français (hors grandes agglomérations et métropoles)*. Les opinions exprimées dans les réponses peuvent donc être interprétées à l'échelle nationale.

** Il est à noter une légère sur représentation de la tranche d'âge 18-44 ans et une légère sous représentation de la tranche d'âge plus de 75 ans.*

Ventilation des répondants



■ Femmes ■ Hommes



Les grands enseignements

Deux priorités nationales : les politiques fiscales et sociales

A la question portant sur les débouchés du Grand débat national "***Une réforme globale de la fiscalité***" arrive largement en tête avec 25%. Deux thématiques qui ont sous-tendu les premières manifestations du mouvement des gilets jaunes.

Trois débouchés sont à égalité, "*Une réforme de la politique sociale*", un "*référendum sur l'organisation politique ou institutionnelle du pays*" ou une meilleure répartition des pouvoirs entre le terrain et l'Etat arrivent loin derrière à 18%.

A noter que le "*changement de gouvernement*" arrive bon dernier (8%).

Les priorités dans les mois à venir viennent conforter ces deux axes puisque les répondants classent largement en tête

Baisser le niveau des impôts et taxes (74%) ;

Augmenter le pouvoir d'achat des Français (65%).

A noter en troisième position "*améliorer la qualité de l'instruction et de l'école en France*" avec 51%.

"*Améliorer protection de l'environnement*", "*faire diminuer la pauvreté et la précarité*", "*diminuer l'insécurité et la délinquance*" se suivent dans un mouchoir de poche.

La "*lutte contre l'immigration clandestine*" et "*la construction européenne*", pourtant au centre de certains débats politiques, ne recueillent respectivement que 38 et 19%.

Deux priorités nationales : les politiques fiscales et sociales

A la question "Quelles devraient être les priorités d'une réforme de la fiscalité ?", deux réponses se détachent nettement

N°1 : "mieux répartir l'impôt entre tous, dès le premier euro" (33%) ;

N°2 : "alléger la pression fiscale sur les Français » (27%).

"Le financement de la transition énergétique" est classé en 4^e position (15%).

Des solutions à la crise de la démocratie représentative

Six **solutions politiques à la crise de la démocratie représentative** étaient proposées. Le classement fait apparaître deux thématiques prioritaires :

N°1 : "prendre en compte le vote blanc" (24%) ;

N°2 : "consulter plus souvent les Français » (20%).

A noter que l'augmentation "*de la part d'élus au scrutin proportionnel*" (7%) arrive bon dernier, non loin de "*rendre le vote obligatoire* » (12%).

L'échelon départemental est pertinent "pour l'organisation de Référendums d'initiative citoyenne" à 53% contre 28% qui y sont opposés.

Renforcer les échelons de proximité

Les répondants plébiscitent la décentralisation et les pouvoirs politiques de proximité. Ils classent très majoritairement en tête une priorité : *"Donner plus de pouvoir aux collectivités de proximité (mairies, communautés de communes, départements et régions)"* (43%), la proposition arrivant en seconde position avec 34% étant *"Permettre d'adapter la loi en fonction des besoins spécifiques de chaque territoire."* A noter que *"Renforcer la présence de l'État dans les régions et les départements en réduisant les administrations centrales (déconcentration)"* arrive largement dernière (23%).

Les services publics de proximité les plus importants à rétablir sont, sur le territoire de l'Ain "les services de santé", très nettement en première position (38%).

"La présence des services de l'État notamment grâce au renforcement des Sous-Préfectures" et la mobilité avec *"le renforcement de l'offre TER par la SNCF"* sont respectivement classées en seconde et troisième position, mais non loin l'une de l'autre.

Agir à l'échelon du Département

Le classement des investissements prioritaires du Département de l'Ain est très net :

N°1 : *les routes (48%) ;*

N°2 : *les collèges (33%) ;*

N°3 : *l'action sociale (19%).*

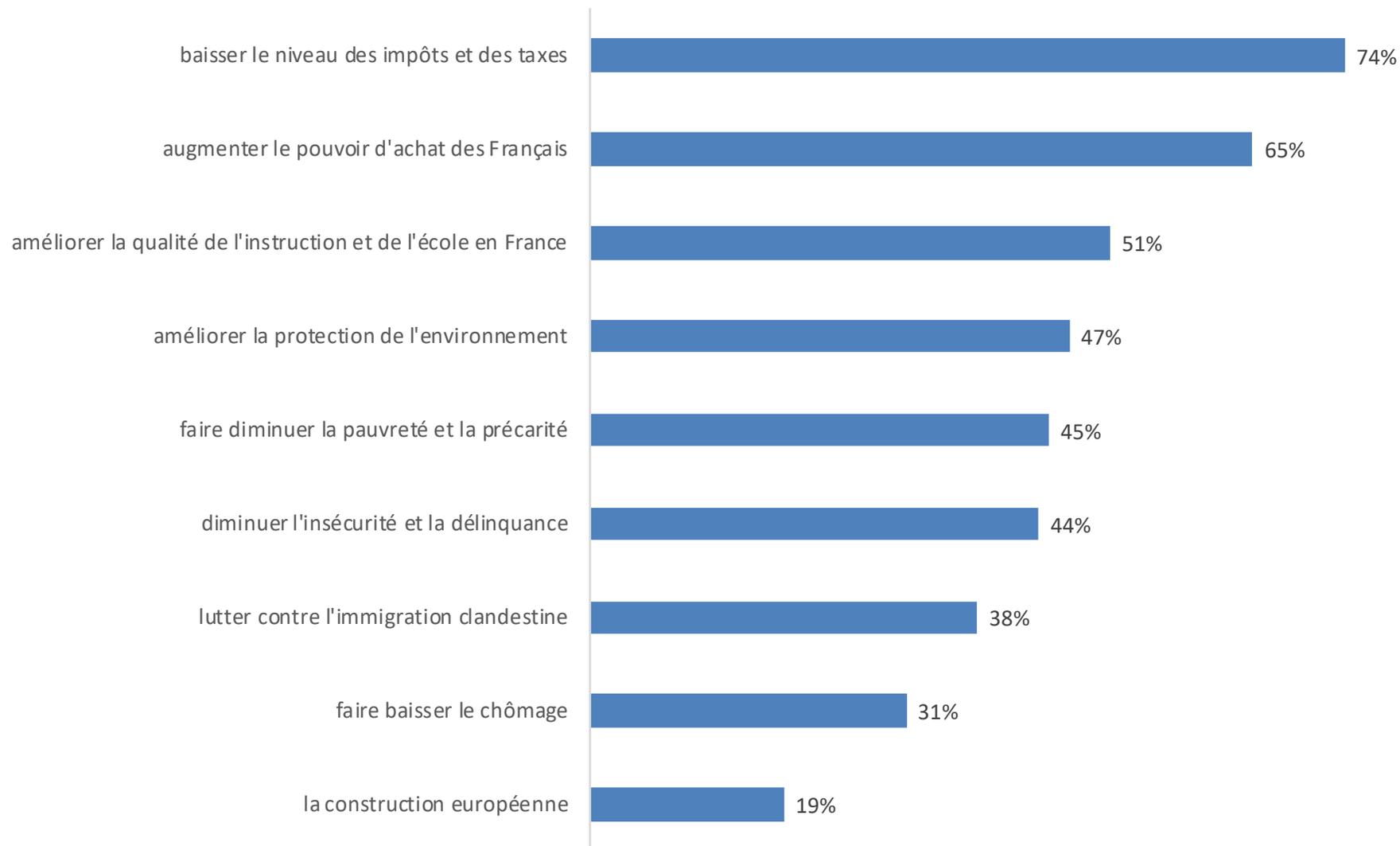
A **46%**, les répondants souhaitent "*que la vitesse revienne à 90 km/h sur les routes secondaires et départementales*", 43% souhaitant "*un aménagement de cette mesure afin que la vitesse revienne à 90 km/h sur certaines routes secondaires et départementales*".

En réponse à un débat récent lancé par le Premier Ministre, **84% des répondants sont favorables** "*à ce que le Département de l'Ain propose des heures de bénévolat en contrepartie du RSA.*"

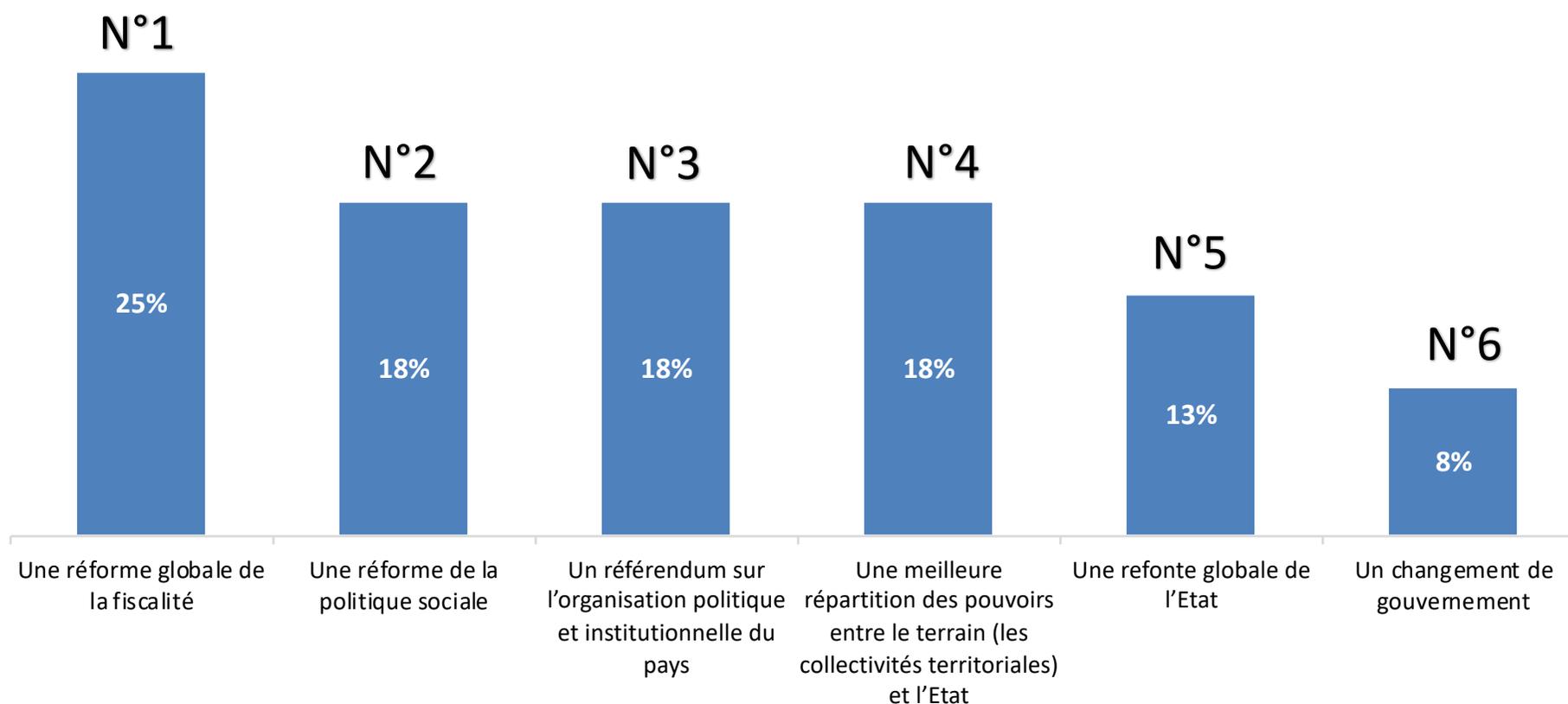
Les résultats

Quels sont vos souhaits prioritaires dans les mois à venir ?

Plusieurs réponses possibles

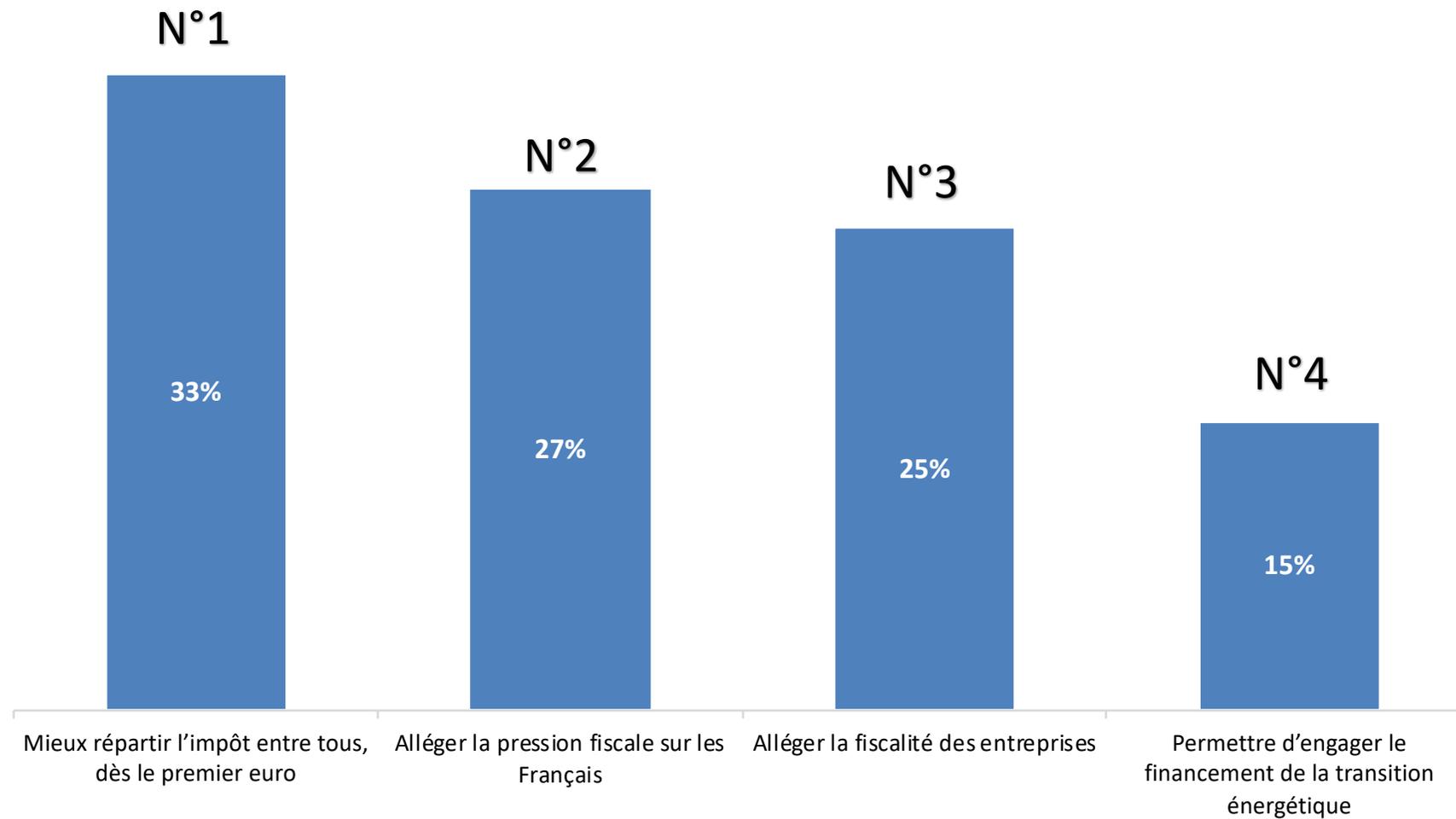


Selon vous, ce grand débat doit déboucher sur : *Classement de 1 à 6 (1 étant la réponse la plus prioritaire)*



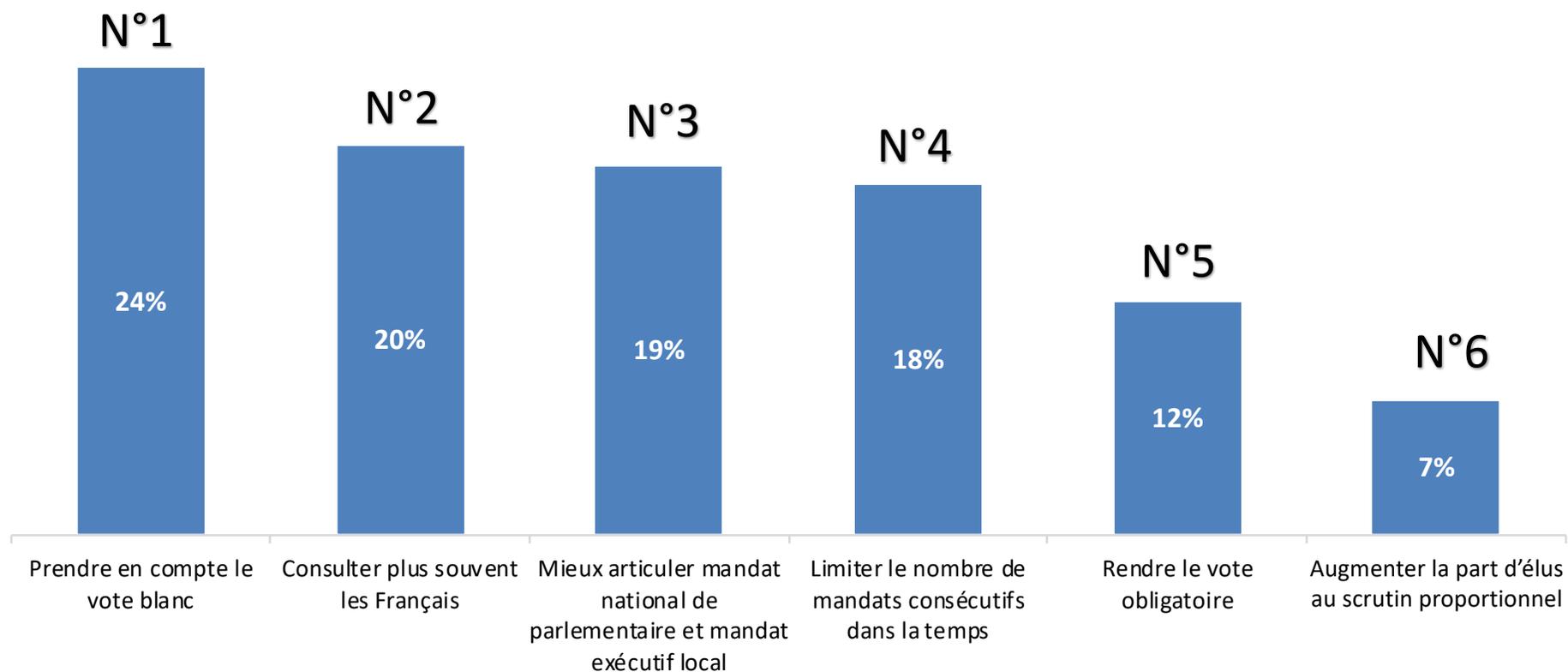
Quelles devraient être les priorités d'une réforme de la fiscalité ?

Classement de 1 à 4 (1 étant la réponse la plus prioritaire)



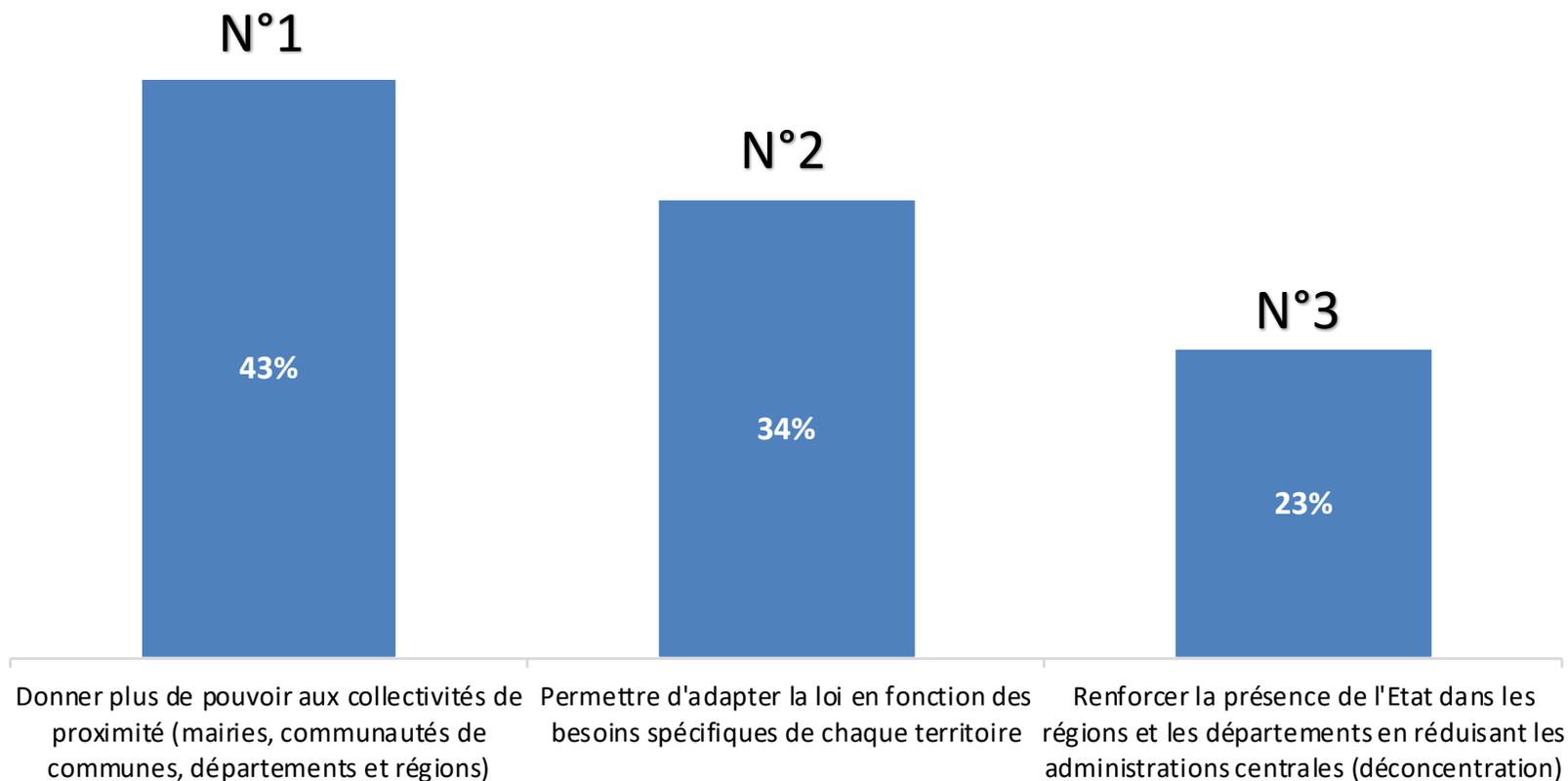
Les débats récents ont porté sur la crise de la démocratie représentative.

La solution, c'est : *Classement de 1 à 6 (1 étant la réponse la plus prioritaire)*

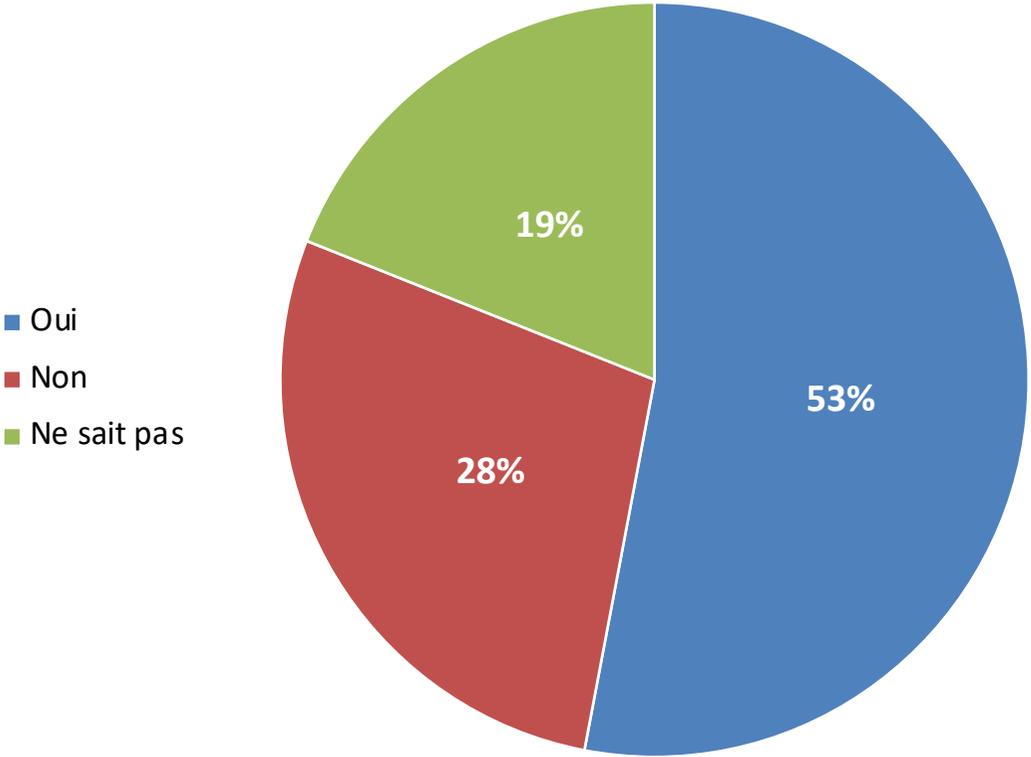


Selon vous, il faut prioritairement :

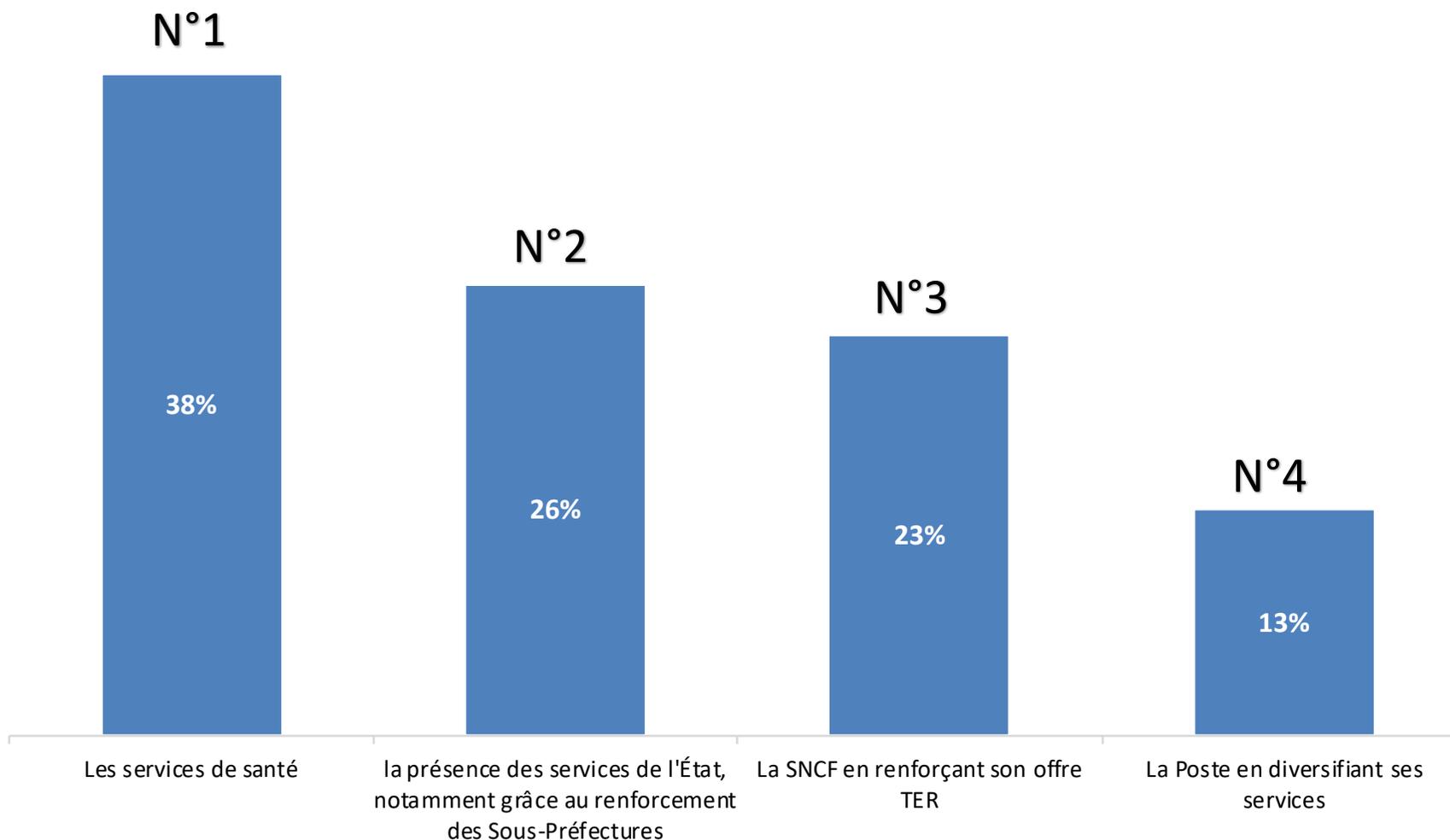
Classement de 1 à 3 (1 étant la réponse la plus prioritaire)



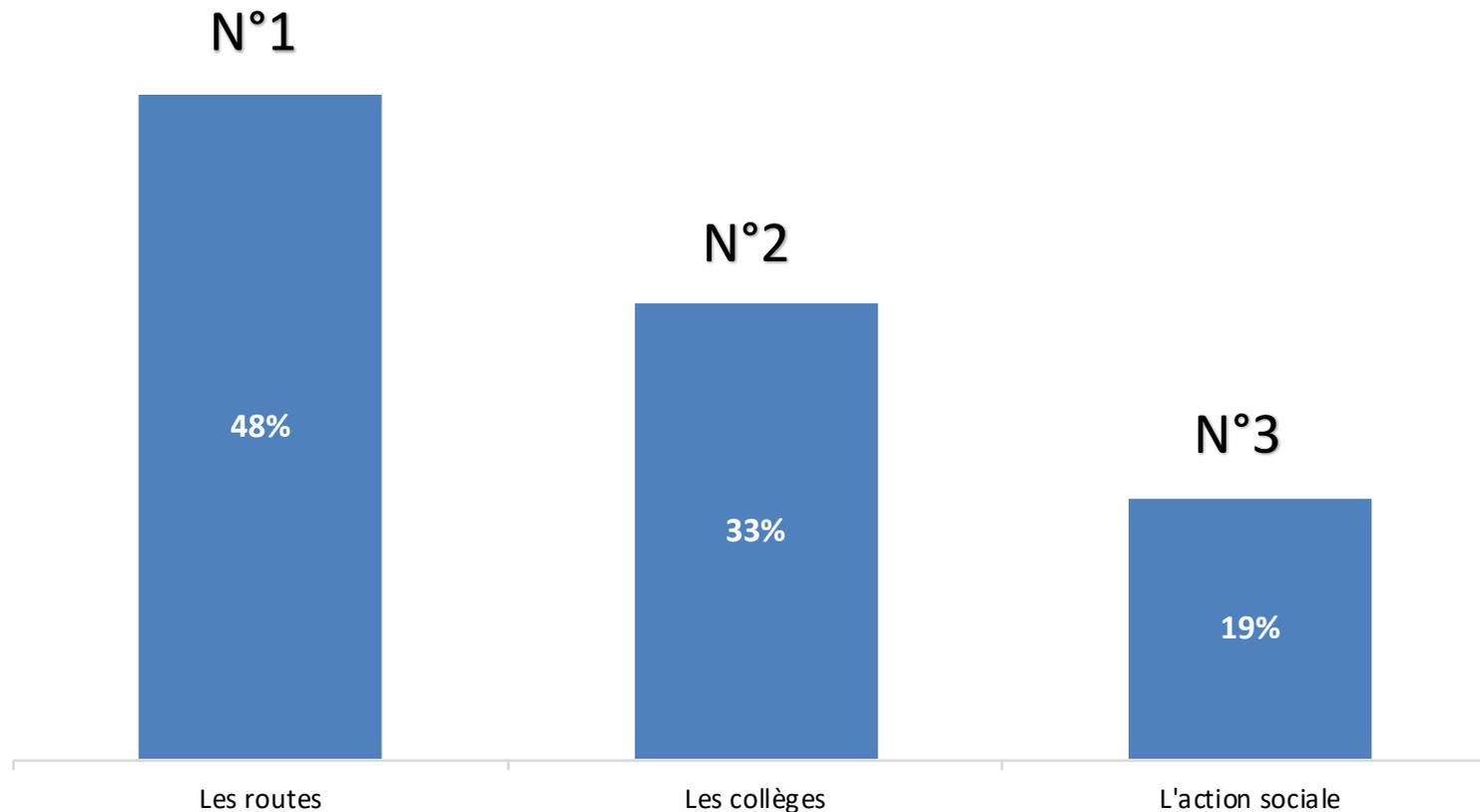
L'échelon départemental vous paraît-il un échelon pertinent pour l'organisation des Référendums d'Initiative Citoyenne ?



Quels sont les services publics de proximité les plus importants à rétablir ou à préserver ? Classement de 1 à 4 (1 étant la réponse la plus prioritaire)

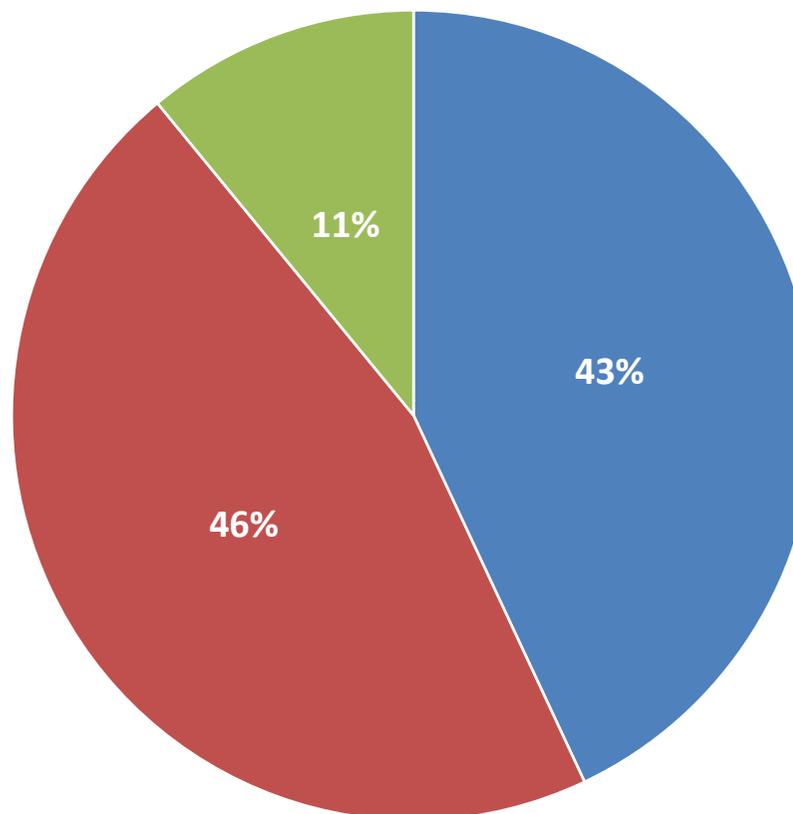


Le département de l'Ain investit en priorité sur les routes, les collèges et l'action sociale. Selon vous, dans quel ordre de priorité doit-il investir dans ces 3 domaines ? Classement de 1 à 3 (1 étant la réponse la plus prioritaire)

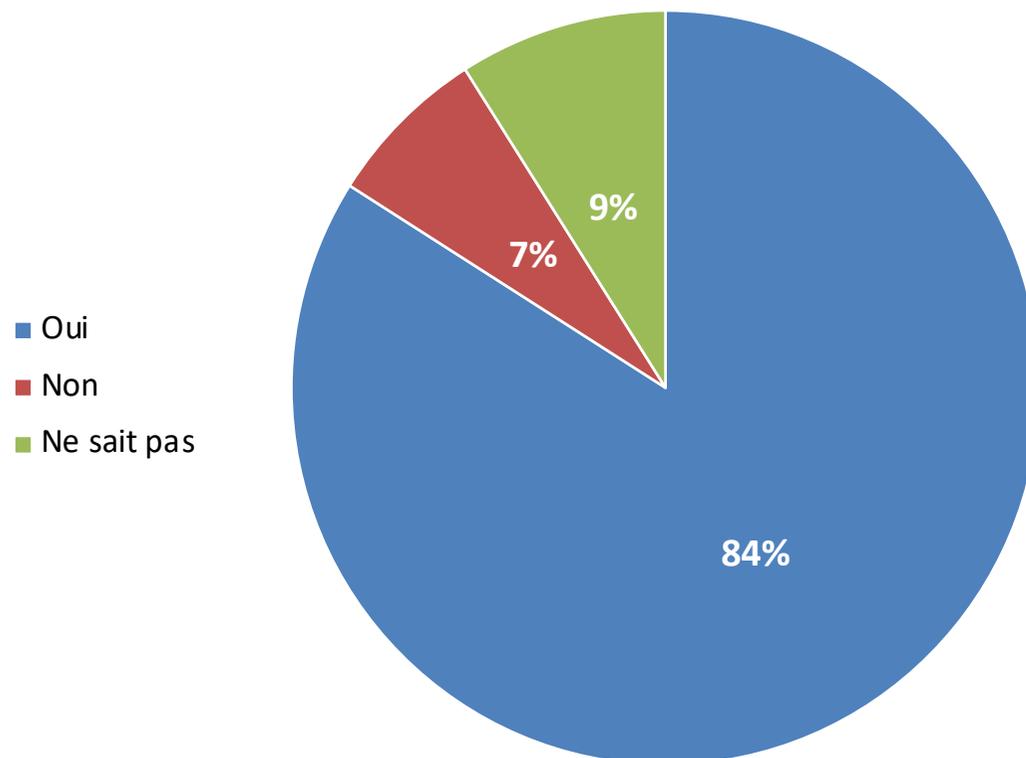


Depuis le 1^{er} juillet dernier, la vitesse sur les routes secondaires et départementales, jusque-là limitée à 90 km/h, a été baissée à 80 km/h. Etes-vous favorable :

- à un aménagement de cette mesure afin que la vitesse revienne à 90 km/h sur certaines routes secondaires et départementales ;
- à un abandon de cette mesure afin que la vitesse revienne à 90 km/h sur toutes les routes secondaires et départementales ;
- à un maintien de cette mesure afin que la vitesse demeure à 80 km/h sur toutes les routes secondaires et départementales



Dans le domaine de l'action sociale, êtes-vous favorable à ce que le Département de l'Ain propose des heures de bénévolat en contrepartie du RSA ?



OPINIONS^{EN}RÉGION

Benoît Terrière
(+33) 6 61 10 99 77
benoit@opinionsenregion.fr

Élodie Roux de Bézieux
(+33) 6 17 78 70 16
elodie@opinionsenregion.fr

22 quai Général Sarrail 69006 Lyon
04 78 24 95 70
www.opinionsenregion.fr